

Changement climatique et migration : préparer l'avenir

Conjuguées à la pauvreté et à l'instabilité des institutions, l'augmentation des périodes de sécheresse, la dégradation des sols, la pénurie d'eau, les tempêtes et les inondations engendrent d'importants flux migratoires, surtout dans les pays en développement. Le professeur Myers de l'Université d'Oxford estime que jusqu'en 2050, les changements climatiques amèneront près de 200 millions de personnes à se déplacer. C'est dire qu'une personne sur 45 sera un « réfugié environnemental ».

Cette notion de réfugié environnemental est très controversée. D'abord, parce que les changements environnementaux ne sont le plus souvent pas la seule cause de la migration, les conditions économiques, sociales et politiques jouant un rôle tout aussi important. Ensuite, parce qu'elle est juridiquement floue. Des gens qui fuient des conditions environnementales défavorables ne répondent pas à la définition donnée par la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Le dispositif de protection prévu dans le droit international n'est donc pas valable pour eux. C'est pourquoi on parle aujourd'hui plutôt de migrants environnementaux.

La migration environnementale a été jusqu'à présent un aspect négligé dans la politique climatique. Elle a souvent été perçue à tort comme un échec des efforts d'adaptation et appréciée négativement. Pourtant, la

migration a été de tout temps une stratégie contre la vulnérabilité.

Dans quelles circonstances les gens se décident-ils effectivement à partir de chez eux ? Pour aller où : la ville d'à côté, le pays voisin, l'Europe ? Et pour combien de temps ? Ces questions sont complexes. Toujours est-il que les couches de population les plus pauvres n'ont pas les moyens de partir. En outre, le comportement migratoire diffère selon qu'il s'agit de se soustraire à une détérioration continue de l'environnement (pénurie d'eau, dégradation du sol, etc.) ou pour fuir des événements extrêmes ponctuels comme une sécheresse soudaine, une tempête ou une inondation. À l'heure actuelle, on n'en sait pas assez sur les processus de décision pour relever efficacement ces défis.

En revanche, on est d'accord qu'il importe d'agir aux niveaux global, national et local. Les recommandations d'action du Conseil consultatif de la Bundesregierung Globale Umweltveränderungen (WBGU) et celles d'Henri Boncour de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) vont dans la direction suivante :

- Éviter la migration environnementale est le premier objectif. À cet effet, il faut tout mettre en œuvre pour



Selon l'Organisation internationale pour les migrations, les populations du sud de l'Afghanistan ont fui avant tout la sécheresse, et en second lieu les conflits.
(© OIM 2002 – MAF0156; Photo : Jeff Labovitz)

Article de fond

Changement climatique et migration : préparer l'avenir 1

Politique

Des prix plus élevés, une plus grande pauvreté 3

Des producteurs de biocarburants sans scrupules 4

Du champ au gosier, le gaspillage de l'eau peut être atténué 4

La richesse en ressources naturelles favorise la corruption 5

Et si l'énergie sortait de la forêt... 5

Des petits paysans prennent en main leur avenir 6

L'équité de genre dans les turbulences du changement climatique 6

Mise en œuvre

Se prémunir en cas de catastrophe 7

Produits forestiers, marché et relance économique 7

Recherche

Comment concilier production de viande en hausse et développement durable 8

Article de fond

atténuer le changement climatique et réduire la vulnérabilité de la population par des mesures de développement économique et social.

- La migration en tant que stratégie pour faire face aux défis climatiques doit être encadrée par des mesures ciblées. En cas d'événements environnementaux extrêmes, il convient de bien préparer une aide urgente efficace. Des programmes étatiques soigneusement planifiés, concernant le déplacement des populations résidant dans des régions à haut risque en cas d'inondation ou de sécheresse, permettraient d'organiser la migration et de favoriser l'intégration dans les régions d'accueil.
- Les aspects environnementaux doivent être pris en compte systématiquement dans les politiques migratoires et, à l'inverse, les aspects de la migration être intégrés dans les politiques environnementales.
- La coopération entre les États et les régions (régions de provenance et régions d'accueil) et entre les secteurs (environnement, migration, prévention, santé, aménagement du territoire, prévention de conflits) doit être améliorée.

La migration entre États et à l'intérieur d'une région touche surtout les pays en développement. Aux pays donateurs se pose un grand défi ; les mesures proposées ne peuvent être mises en œuvre qu'avec leur soutien. C'est le seul moyen d'éviter de futurs conflits.

SOURCES

Migration and climate change. Migration Research Series No. 31. International Organization for Migration. 2008. 60 p.
www.iom.int/jahia/webdav/site/myjahiasite/shared/shared/mainsite/published_docs/serial_publications/MRS-31.pdf

Assessing the impact of climate change on migration and conflict. C. Raleigh et al. The Social Development Department. The World Bank Group. 2008. 49 p.
http://siteresources.worldbank.org/EXTSOCIALDEVELOPMENT/Resources/SDCCWorkingPaper_MigrationandConflict.pdf

Climate change, environmental degradation and migration: preparing for the future. Seminar in the context of the meeting of the Commission on Sustainable Development (8–14 May, 2008) New York.
www.unitary.org/en/ccmigration.html (d'intérêt spécial: *Preparing for the future: IOM's global strategy on environmentally-induced migration, Mr. Philippe Boncour, IOM, May 2008 Powerpoint presentation*)

World in Transition – Climate Change as a Security Risk. German Advisory Council on Global Change (WBGU). 2008. 248 p.
www.wbgu.de/wbgu_jg2007_engl.pdf
 Summary for policy makers: www.wbgu.de/wbgu_jg2007_kurz_engl.html

Des prix plus élevés, une plus grande pauvreté

Les prix mondiaux de certains produits alimentaires de base ont plus que doublé depuis 2003. Corollaire : les produits comme le riz et le maïs ont aussi massivement renchéri sur les marchés locaux des pays en développement. Les causes de cette évolution sont multiples et les conséquences dramatiques. Certains paysans qui produisent pour le marché profitent certes des prix plus élevés, mais la masse des pauvres qui doivent acheter l'essentiel de leur nourriture sur le marché est confrontée à d'immenses problèmes. À la moindre hausse de prix, une famille qui débourse déjà 60–80% de son revenu pour manger ne peut plus payer le loyer, l'écolage des enfants ou des médicaments.

L'International Food Policy Research Institute (IFPRI) tire la sonnette d'alarme : des mesures politiques urgentes s'imposent. À court terme, l'aide humanitaire ou un moratoire sur les biocarburants peuvent quelque peu détendre la situation. Mais à moyen terme, il est indis-

pensable d'améliorer la sécurité sociale alimentaire au moyen de programmes de microfinance et de transferts de liquidités. Selon l'IFPRI, il faudrait tout spécialement investir davantage dans la croissance durable du secteur agricole. L'amélioration des infrastructures, des services et des technologies dans le monde rural permettrait à la population pauvre de profiter de la hausse des prix en tant que producteurs.

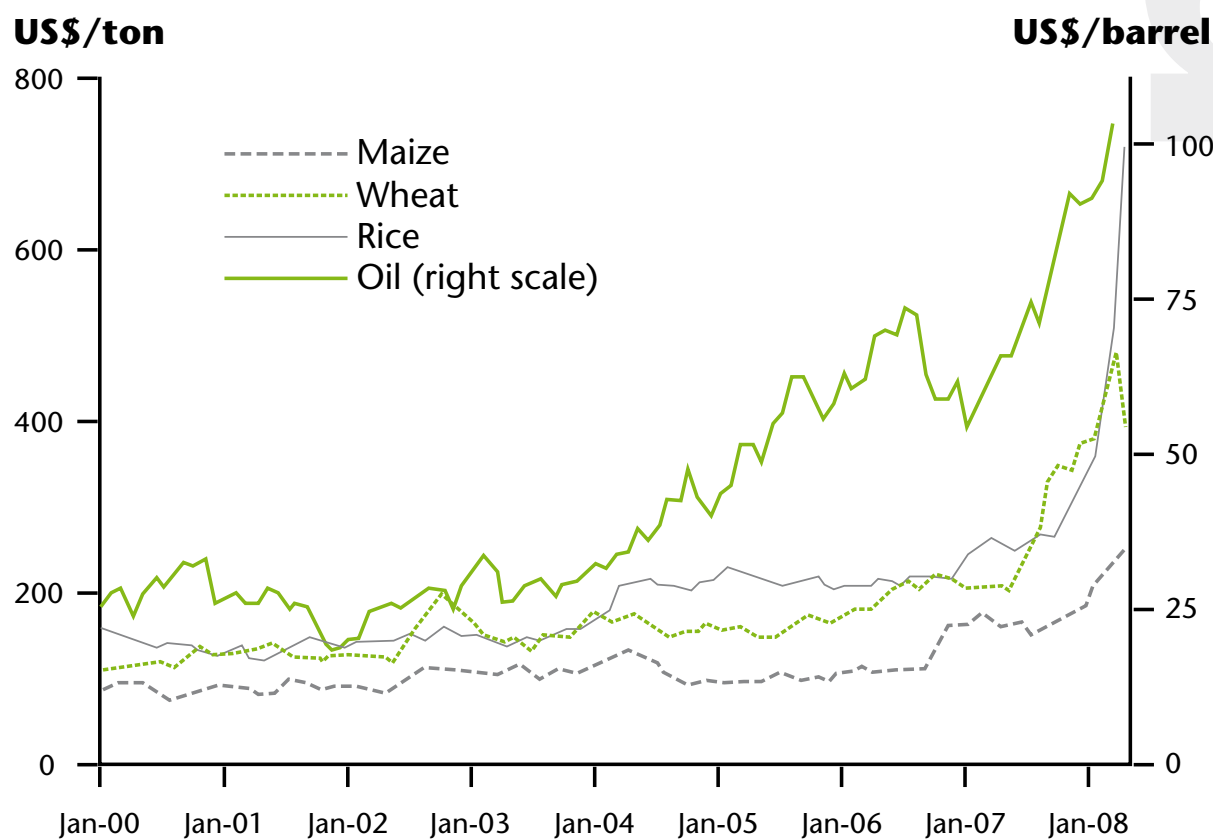
SOURCES

Hausse des prix alimentaires et actions stratégiques proposées : que faire, par qui et comment. Joachim von Braun et al. *Politiques alimentaires en perspective.* IFPRI. Mai 2008. 12 p.

www.ifpri.org/french/PUBS/ib/FoodPricesPolicyActionfr.pdf

Understanding West Africa's Rising Food Prices. Lane Hartill. Catholic Relief Services.

<http://crs.org/burkina-faso/rising-food-prices/>



Évolution des prix des produits de base entre janvier 2000 et avril 2008 (tableau p. 3 de la publication susmentionnée de l'IFPRI, reproduit avec son autorisation, www.ifpri.org).

Des producteurs de biocarburants sans scrupules

Dans le but, plutôt utopique, de réduire nettement les émissions de CO₂ et la dépendance à l'égard des carburants fossiles, les États-Unis et l'UE ont déclenché un véritable boom des agrocarburants. Sur le continent américain, cette offensive s'est déjà traduite par un réaménagement massif de l'espace rural. Hormis les États-Unis, le Brésil, l'Argentine, la Colombie, l'Équateur et le Paraguay produisent désormais des agrocarburants tous azimuts, les terres se couvrant d'immenses monocultures de canne à sucre, de palme à huile, de soja et de maïs. Selon les auteurs, les répercussions écologiques de cette évolution sont le plus souvent désastreuses: dégradation des sols, pollution des rivières, déforestation, baisse de la biodiversité, etc. Sans compter la concentration accrue de la propriété terrienne et des revenus. D'innombrables personnes perdent leur terre ou leur emploi. La diversité de la production agricole baisse et d'autres produits alimentaires doivent de plus en plus être importés.

Un exemple documenté montre comment, sur la côte pacifique sud de la Colombie, les grands producteurs d'huile de palme délogent sans scrupules la population indigène; ils s'approprient illégalement des terres communautaires, chassent les paysans de leurs fermes et vont jusqu'à faire exécuter les résistants. L'État est impuissant, si ce n'est qu'il ferme les yeux.

Dans une série de contributions spécialement critiques, la revue « Semillas » décrit les effets du boom des biocarburants en Colombie et la résistance des groupes de population lésés.

SOURCE

Los Agrocombustibles. Una receta para un desastre ambiental y el hambre en el Sur. Revista Semillas numero 34/35. Diciembre 2007.

www.semillas.org.co/sitio.shtml?apc=e1i1--&s=e&m=a

Du champ au gosier, le gaspillage de l'eau peut être atténué

Actuellement, des facteurs comme le changement climatique, une plus grande variabilité des précipitations, ainsi que l'utilisation de l'eau à des fins non-comestibles (par ex. bioénergie) contribuent à une nouvelle typologie de la rareté de l'eau.

Du champ cultivé à la salle à manger, la production agricole subit de nombreuses pertes. Effectivement, le stockage, le transport, la transformation et la préparation des aliments dans les cuisines engendrent un pourcentage qui devient impropre à la consommation. Ces déchets représentent également une perte en eau, puisqu'ils ont consommé une certaine quantité de l'eau qui a été nécessaire à la maturation du produit alimentaire de base.

Afin de diminuer le gaspillage dans la chaîne alimentaire, il serait nécessaire de raisonner en type d'aliments que nous produisons et qui sont bénéfiques pour nous, plutôt qu'en quantité. Ce changement de mentalité sera difficile vu la distance croissante existant entre consommateur urbain et producteur.

Par ailleurs, certains acteurs et segments de cette chaîne devraient recevoir des compensations ou aides à l'investissement afin de diminuer le gaspillage qui affecte leur contexte. Ainsi par exemple, permettre aux agriculteurs un stockage sûr des récoltes à écouler, ce qui par la même occasion augmenterait leur revenu et leur sécurité alimentaire.

L'éducation de la société représente toutefois la mesure durable à plus long terme; elle pourrait être entreprise au niveau scolaire déjà.

SOURCE

Saving Water: From Field to Fork: Curbing Losses and Wastage in the Food Chain. Göran Berndes et al. SIWI, 2008. 29 p. www.siwi.org/documents/Resources/Papers/Paper_13_Field_to_Fork.pdf

La richesse en ressources naturelles favorise la corruption

Pourquoi la croissance des pays qui sont riches en ressources naturelles est-elle en moyenne plus lente qu'ailleurs ? Ce phénomène, connu sous l'appellation « malédiction des ressources naturelles », est lié à la corruption.

D'une part, la présence de ressources naturelles augmente les opportunités de faire de l'argent facile via des contrats de fermage, autrement dit sans fournir de prestations propres. C'est ce que l'on appelle la recherche de rentes (*rent-seeking*), un système qui induit d'importants coûts sociaux pour un investissement important en savoir faire, en temps et en énergie dans des activités non productives, ce qui entraîne un ralentissement de la croissance. Parallèlement, la richesse en ressources naturelles incite les gouvernements à se concilier les bonnes grâces de leurs partisans politiques par des mécanismes de redistribution des revenus afin de consolider leur pouvoir.

D'autre part, la corruption s'infiltré dans les systèmes d'exploitation des ressources naturelles, p. ex. lorsqu'il s'agit de négocier des permis d'exploitation et d'établir les droits de propriété, les délais de l'exploitation et le partage des profits. Elle est particulièrement visi-

ble dans l'industrie pétrolière et minière, mais touche également les ressources renouvelables comme les produits agricoles, forestiers ou de la mer.

Des institutions fortes dans le domaine de l'allocation de ressources naturelles et du soutien à des prises de responsabilités démocratiques sont susceptibles de mitiger la malédiction des ressources et de mettre un frein à la corruption. Les pays donateurs devraient donc concentrer leur aide sur le renforcement de telles institutions. La lutte contre la recherche de rentes est considérée comme prioritaire.

Cet article est une introduction à la thématique et ne propose pas de recommandations spécifiques. On trouvera celles-ci ainsi que d'autres références bibliographiques sur le site de l'Anti-Corruption Resource Centre.

SOURCE

Corruption in natural resource management – an introduction. U4Brief. Chr. Michelsen Institute. 2008. 4 p. www.cmi.no/publications/file/?2936

Et si l'énergie sortait de la forêt...

Les sources de bois pour la production dendroénergétique peuvent provenir des résidus ligneux, de plantations prévues à cet effet, des forêts secondaires ou d'essences peu utilisées jusqu'à maintenant. Mais ces ressources et leur capacité de remplacer comme biocombustible le pétrole à l'avenir sont réparties inégalement dans le monde.

De nombreux pays en développement sont tributaires du bois pour la production d'énergie destinée au chauffage et à la cuisson. Là, le couvert forestier est souvent menacé par la croissance démographique.

Alors qu'au Brésil, au Gabon ou en Malaisie une part significative de l'électricité consommée pourrait s'appuyer sur la dendroénergie tirée des résidus, ce n'est pas le cas en Thaïlande, en Colombie ou au Pérou.

Dans le futur, la technologie devrait permettre une plus grande efficacité énergie-carbone lors de la transformation. Par exemple, l'utilisation de fourneaux à granulés de bois pour la production de combustibles liquides à partir de matériaux cellulosiques peut atteindre une efficacité de conversion de 80 %.

Ces aspects, comme la question de la résolution des conflits concernant l'utilisation des terres, sont abordés ici afin d'éclairer le débat politique.

SOURCE

Les forêts et l'énergie : Questions principales. FAO, 2008. 65 p. [ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/i0139f/i0139f00.pdf](http://ftp.fao.org/docrep/fao/010/i0139f/i0139f00.pdf)

Des petits paysans prennent en main leur avenir

Les paysans, en majorité les petits producteurs, représentent la moitié de la population active mondiale. C'est dire que d'innombrables personnes assurent leur subsistance par les systèmes alimentaires locaux. Ils produisent, le plus souvent en phase avec les conditions locales, pour se nourrir eux-mêmes et alimenter le marché local. Or ces petits producteurs subissent une pression toujours plus forte. D'un côté, quelques grands groupes prennent le contrôle de la production alimentaire et de l'autre, la coopération au développement tend à se rallier à l'idée que les petits paysans devraient se reconvertir dans d'autres secteurs, idée qui épouse étroitement la politique économique néolibérale.

Face à ce phénomène, un mouvement paysan, qui prend de l'ampleur dans les pays du nord et du sud, milite pour une réorientation radicale du système avec, au centre, la souveraineté en matière d'alimentation. Les produits alimentaires doivent remplir leur mission

première qui est de nourrir la population et ne pas être traités comme n'importe quels autres produits commerciaux. C'est pourquoi le droit à l'alimentation doit être pondéré plus fortement et les systèmes d'approvisionnement locaux et nationaux être garantis. L'exploitation durable des ressources naturelles et la codétermination politique de la population rurale sont deux autres aspects importants.

Le document présente le point de vue du mouvement des paysans, qui commence à gagner du terrain, de manière innovante à l'aide de citations et de séquences son et image.

SOURCE

Towards food sovereignty: reclaiming autonomous food systems. Michel Pimbert. IIED. 2008. 58 p.
www.iied.org/pubs/pdfs/G02268.pdf



Marché local de Lares, Province de Cuzco, Pérou.
(Photo: Michel Pimbert, IIED)

L'équité de genre dans les turbulences du changement climatique

La prise en compte de la dimension « genre » dans l'élaboration des politiques quant au changement climatique est fondamentale, notamment en termes de réduction des émissions de carbone et de diminution de la pauvreté.

Certaines questions comme celle de l'approvisionnement en énergie, de l'accès à l'eau ou de comment réagir face aux désastres ont déjà été abordées d'un point de vue genre. Par contre, pour quasi tous les autres aspects, dont la migration due au changement climatique, la lunette genre n'a pas encore été ajustée et les informations s'y référant sont rares.

En avril dernier, afin de remédier à cette situation, le réseau Women for climate justice a lancé un site web. Ce dernier recense et met à disposition le savoir, les compétences et les actions entreprises quant au genre dans le dialogue

des politiques autour du changement climatique.

Bien qu'il en soit encore à son début, ce site présente un grand intérêt par la variété et la qualité des liens et références qu'il donne vers les sources appropriées. Il s'appuie largement sur un réseau de personnes et institutions engagées et actives pour l'équité de genre face au changement climatique de par le monde.

Il est à espérer que cette diversité se reflète également au niveau linguistique, c.-à-d. des langues qui y seront représentées en plus de l'anglais.

SOURCE

GenderCC – Women for climate justice. Platform for information, knowledge and networking on gender and climate change. www.gendercc.net

Se prémunir en cas de catastrophe

Avec la fréquence croissante de catastrophes, la protection des personnes particulièrement vulnérables et la reconstruction de leurs moyens d'existence sont devenues une priorité absolue. Des mesures appropriées s'imposent pour aborder cette problématique. Une nouvelle boîte à outils pour l'évaluation des moyens d'existence propose une aide fort utile à cet effet.

Cet instrument distingue trois étapes. Premièrement, un bilan des formes d'existence et des activités « normales » dans la région concernée, avec des informations sur la population, les avantages matériels et immatériels, la situation du marché, l'économie nationale, etc. Deuxièmement, une évaluation de la situation juste après une catastrophe : ampleur des dégâts, premières stratégies pour faire face, possibilités de financer la reconstruction. Dans une étape ultérieure, il s'agit encore d'évaluer les effets de la catastrophe, les possibilités et les capacités de récupération au niveau des ménages et des communautés, ainsi que le potentiel de l'économie locale.

La boîte à outils est composée de modules distincts, qui peuvent être utilisés séparément ou associés en un système. Son grand avantage est qu'elle donne une bonne synthèse et permet de dégager rapidement des priorités pour formuler des projets adéquats. Toutefois, sa structure est clairement calquée sur celle des agences onusiennes et sa mise en œuvre demande des connaissances préalables dans la gestion de projets.

SOURCE

The Livelihood Assessment Tool-kit. Analysing and responding to the impact of disasters on the livelihoods of people. Working draft. Food and Agriculture Organization FAO and International Labour Organization ILO. June 2008. 201 p.
www.fao.org/fileadmin/templates/tc/tce/pdf/Livelihood_Assessment_Toolkit.pdf

Produits forestiers, marché et relance économique

Depuis quelques années, la région du Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA) vit un déclin de la productivité du secteur agricole et la sécurité alimentaire n'y est plus assurée.

Afin de relancer la compétitivité, les états membres ont adhéré à différents traités en vue d'activer notamment la coordination des politiques agricoles régionales, du marché et du commerce, et de l'exploitation des ressources forestières. Toutefois, ils sont conscients qu'une intensification de l'activité économique risque fort de s'accompagner d'une dégradation de l'environnement, alors que l'utilisation durable des ressources naturelles constitue justement un pré-requis pour une croissance économique à long terme.

Ce rapport se veut une approche critique du rôle des produits forestiers et services, ainsi que des défis que leur exploitation commerciale devra relever.

Face à la demande croissante de marchés émergents pour les produits forestiers, comme la Chine et l'Inde, COMESA devra être particulièrement attentive à estimer, puis effectuer le suivi des termes figurant dans les accords commerciaux afin de pouvoir mesurer ensuite les impacts sur les forêts.

SOURCE

Sustainable Trade and Management of Forest Products and Services in the COMESA Region. Anthony B. Cunningham et al. CIFOR, 2008. 92 p.
www.worldagroforestry.org/downloads/publications/PDFS/pp15472.pdf

Comment concilier production de viande en hausse et développement durable

Dans les pays en développement, on mange toujours plus de produits carnés et laitiers. La FAO estime que la production globale de ces aliments doublera jusqu'en 2050.

Ce développement peut avoir un impact très négatif sur l'environnement – diminution de la biodiversité, pollution et surexploitation des ressources hydriques, émission de gaz à effet de serre, etc. D'où l'importance de prendre des mesures en faveur d'une production durable, aussi bien dans les systèmes intensifs qu'extensifs.

D'un autre côté, le boom de la production animale n'améliore guère la situation des couches pauvres. En tant que consommateurs, ils souffrent de la hausse des prix des produits alimentaires. Théoriquement, ils pourraient profiter de la demande accrue en tant que producteurs. De facto, ils utilisent les animaux pour leur propre alimentation, comme source de revenu et comme

force de trait. Les normes sanitaires internationales sévères, qui se focalisent sur la provenance géographique des produits animaux, les empêchent d'accéder aux marchés mondiaux. Une réorientation de ces normes sur la qualité des produits, ainsi que l'amélioration des services vétérinaires permettraient d'éviter que seuls quelques grands producteurs dans les pays émergents profitent de la croissance de la demande.

SOURCE

The growing demand for livestock. id21 insights 72. February 2008. 6 p. www.id21.org/insights/insights72/insights72.pdf

Livestock in a changing landscape. UNESCO Policy Briefs. April 2008. 6p. <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001591/159194e.pdf>

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut être commandé à l'adresse à droite.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale.

InfoResources est composé des trois institutions suisses : Intercooperation (IC-HO), Infoservice CDE et InfoAgrar / SHL, en collaboration avec leurs partenaires IC Inde / Bangladesh / Mali / Andes, CETRAD (Kenya) et SIMAS (Nicaragua).

Ont contribué à ce numéro :

Ruth Wenger (ed, IC-HO), Fani Kakridi Enz (ed, CDE), Felix Hintermann (ed, SHL), Samuel Makali (CETRAD), Susanne Wymann von Dach (CDE) (ed = membre de l'équipe éditoriale)

Traduction française :

Clara Wubbe, Transit TXT

Mise en page :

Ana María Hintermann-Villamil, webhint.ch


Impression :

Schlaefli & Maurer AG

Contact :

*InfoResources
Länggasse 85, CH-3052 Zollikofen, Suisse
Tel.: +41 31 910 21 91
Fax: +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch, www.inforesources.ch*

InfoResources est financé par :

 Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

inter
cooperation

 **cde** centre for
development and
environment

• • • • Bern University of Applied Sciences
• Swiss College of Agriculture SHL

© 2008 InfoResources